

## Consultation publique n°2019-014 du 23 juillet 2019 relative au prochain tarif d'utilisation des infrastructures de stockage souterrain de gaz naturel de Storengy, Terega et Geomethane

### Réponse d'EDF

---

4 octobre 2019

La PPE fixe comme objectif de réduire la consommation gazière de 19% en 2028 par rapport à 2012. Cette baisse visera, en premier lieu, la demande finale est à l'origine environ 90% des besoins de modulation. La capacité de stockage actuelle étant déjà supérieure aux besoins de modulation, augmenter les capacités de stockage n'apparaît donc pas nécessaire.

Par ailleurs, les stockages souterrains ne sont pas les seuls moyens fournissant de la flexibilité au système gazier. A la pointe, les terminaux de regazéification peuvent fournir de la flexibilité plus efficacement (techniquement et économiquement) que les stockages souterrains. Ainsi, il est nécessaire de s'assurer que les éventuels investissements dans les stockages souterrains non seulement ne distordent pas la concurrence entre moyens répondant au moyen de stockage et/ou n'affectent pas de moyens non régulés mais aussi constituent la solution la moins chère. La réalisation d'une analyse coûts/bénéfices comparant l'ensemble des infrastructures pouvant fournir de la flexibilité est souhaitable avant de décider d'investissements dans les stockages souterrains.

#### **Question 1 : Quelle est votre position quant à l'introduction éventuelle d'une différenciation entre la rémunération des actifs historiques et des nouveaux actifs pour le tarif ATS2 ?**

Comme indiqué dans sa réponse à la consultation publique du 14 février, EDF n'est pas favorable à la différenciation envisagée des taux de rémunération, car elle ne serait pas cohérente avec le mode de financement réel des actifs dans une entreprise. En effet, le financement de l'activité est en général réalisé de manière globale, sans fléchage entre les nouveaux actifs, ni les actifs d'un projet donné, et les nouvelles dettes de l'année. Ce financement global permet notamment de gérer au mieux le financement et le refinancement de l'activité, en fonction des conditions de marché, en ajustant notamment le montant de dette émis, sa maturité, voire sa devise d'émission. La différenciation envisagée serait par ailleurs une source de complexité et de perte de visibilité, injustifiée selon EDF.

De plus, les investissements sont financés sur le long terme et ne font pas l'objet d'un refinancement après à moyen terme. Ainsi, l'existence de deux taux de rémunération ne se justifie pas du point de vue du financement des actifs.

Ainsi EDF préfère maintenir le système actuel avec un seul taux de rémunération pour l'ensemble des actifs régulé, hors prime incitative spécifique sur certains actifs.

**Question 2 : Avez-vous des remarques concernant le traitement des actifs cédés envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

Il est essentiel que les opérateurs de stockage restent incités à la performance économique. A cette fin, ils doivent conserver une partie des fruits de celles-ci. En outre, si un tel mécanisme était mis en place, il devrait être équilibré c'est-à-dire que les éventuelles moins-values devraient également être intégrées, en partie, au tarif.

S'agissant des éventuels coûts échoués, EDF considère qu'un investissement doit être couvert par le tarif dès lors qu'il a été approuvé par la CRE.

**Question 3 : Etes-vous favorables aux grands principes tarifaires que la CRE envisage pour le tarif ATS2 ?**

EDF est favorable aux grands principes tarifaires proposés par la CRE et apprécie l'évolution envisagée de limiter l'apurement du CRCP à +/- 2% hors inflation. Par ailleurs EDF est favorable au mécanisme de perception du revenu autorisé existant.

Concernant des coûts de démantèlement des trois sites de stockage actuellement sous cocon, EDF considère que ceux-ci ne doivent pas être inclus dans le revenu autorisé. En premier lieu, ces trois stockages étaient sous cocon avant la mise en œuvre du régime régulé et que la régulation n'a entraîné aucun coût pour Storengy. En outre, ces trois sites ont été mis en service entre 1968 et 1982 (source Storengy) et ont été opérés pendant une quinzaine d'années sous le régime dit « négocié ». Il est très probable que, sous ce régime, les tarifs de Storengy incluaient des provisions pour démantèlement. Intégrer les coûts de démantèlement dans le tarif de transport pourrait conduire dans ces conditions à faire payer deux fois le consommateur de gaz.

**Question 4 : Avez-vous des remarques concernant le calendrier et les principes d'évolution tarifaire envisagés par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

EDF est favorable au calendrier et au principe d'évolution tarifaire proposée par la CRE :

Concernant la période tarifaire, une durée de 4 ans permet de donner de la visibilité et une stabilité juridique tout en étant adaptée à une vision industrielle. Mais il est indispensable de maintenir une clause de revoyure pour des aléas majeurs ou des évolutions significatives impactant les recettes ou les coûts des gestionnaires de réseau.

EDF est favorable à une évolution annuelle au 1<sup>er</sup> avril, dans la limite d'un apurement du CRCP de +/-2%.

**Question 5 : Etes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

EDF partage l'avis de la CRE selon lequel la régulation incitative doit porter sur des charges ou recettes prévisibles et maîtrisables. Outre, les charges et produits envisagés par la CRE, EDF considère que les impôts, redevances et taxes devraient figurer dans les charges couvertes par le CRCP car celles-ci ne constituent pas un poste raisonnablement prévisible et maîtrisable. En effet, les taux d'impôts, redevances et taxes peuvent évoluer au cours d'une période tarifaire sans que les gestionnaires de réseau aient une quelconque maîtrise dessus.

Concernant les pénalités versées aux clients pour non-respect des obligations contractuelles, EDF partage l'avis de la CRE selon lequel ces charges ne doivent pas être incluses dans le CRCP. En effet, EDF observe que les rapports d'audit relatifs au CMPC accordent tous une prime de risque liée à l'activité d'opérateur de sites de stockage. Dans le cas où ces charges seraient couvertes par le CRCP, une révision à la baisse de la prime de risque devrait être envisagée.

**Question 6 : Etes-vous favorable aux mécanismes de régulation incitative des investissements proposés par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

EDF est favorable à la mise en œuvre d'un mécanisme incitant les opérateurs de stockage à maîtriser leurs charges de capital, d'autant plus que le projet de PPE fixe un objectif de réduction des consommations gazières affectant au premier ordre les besoins de modulation. Le seuil des investissements sujets à cette régulation incitative doit être suffisamment haut afin d'être adapté à l'enjeu financier et ne pas concerner trop de projets mais suffisamment bas pour qu'un nombre minimum de projets y soit soumis. Dans la mesure où ce mécanisme est mise en œuvre pour la première fois pour les opérateurs de stockage, EDF n'est pas en mesure de se prononcer sur le seuil pertinent à définir mais observe que le seuil retenu est identique à celui de l'ATRT6 et envisagé pour l'ATRT7 alors que les trajectoires d'investissements des opérateurs de stockage sont deux à trois fois moins élevées que celles des opérateurs de transport. Ainsi, n'y-a-t-il pas un risque que trop peu de projets soient concernés par cette régulation incitative ?

En revanche, EDF est défavorable à l'incitation de 100% des charges SI car il s'agit d'activités stratégiques, notamment les enjeux de digitalisation du réseau qui sont au cœur de l'évolution de l'activité du gestionnaire de réseau sur lesquelles ils n'ont pas la totale maîtrise.

**Question 7 : Etes-vous favorable à la simplification et à l'évolution du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, notamment environnementale, envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

EDF est favorable à l'évolution envisagée par la CRE, en particulier la mise en œuvre d'un indicateur relatif au respect des programmes de maintenance.

**Question 8 : Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage reçoivent un bonus/malus équivalent à 0,5 % des premiums des enchères de stockage lorsque le niveau du filet de sécurité est atteint ?**

EDF est favorable à la mise en place d'une régulation incitative lorsque celle-ci porte sur des charges ou recettes prévisibles et maîtrisables. Or, EDF s'interroge sur le caractère maîtrisable des recettes de commercialisation :

- Le bonus (ou malus) ne serait versé que si le seuil du dernier filet de sécurité est atteint. Or, par sa délibération du 27 septembre 2018, c'est la CRE qui fixe le calendrier des enchères, qui oriente les volumes commercialisés pour chaque échéance et qui décide le niveau de prix de réserve (nul pour une livraison en N+1 et selon une formule pour les livraisons N+2 à N+4). Dans ces conditions, les opérateurs ont très peu de marges de manœuvre pour influencer les volumes vendus.
- Le bonus (ou le malus) repose sur la définition d'un « premium enchère » lequel est égal à la différence entre le prix de l'enchère et un prix de marché théorique qui ne dépendrait pas du type de stockage. Or, les performances des produits commercialisés par les opérateurs de stockage dépendent de la géologie et leur valorisation, au-delà du spread saisonnier, dépend de la volatilité du marché. Ainsi, un stockage salin vendu dans un marché très volatil serait pourvoyeur de bonus importants sans que l'opérateur de stockage n'ait à faire d'actions particulières et *a contrario* un stockage déplété vendu dans un marché peu volatil pourrait conduire à des malus pour l'opérateur sans que ce dernier puisse y remédier.

Dans ces conditions, EDF est défavorable à la mise en œuvre d'une régulation incitative à la commercialisation des volumes.

**Question 9 : Etes-vous favorable à la fixation dans le tarif des pénalités à verser par l'opérateur de stockage à un client en cas de non disponibilité des capacités achetées par celui-ci ?**

Les défaillances induisant l'indisponibilité des stockages sont non seulement très préjudiciables pour la sécurité d'approvisionnement des consommateurs mais obligent également les fournisseurs impactés par cette indisponibilité de trouver une solution de remplacement. Dans ce contexte, un mécanisme de pénalité est indispensable.

Idéalement, la pénalisation devrait *a minima* couvrir le coût de la solution de remplacement de la perte. Cette valeur dépend du prix de marché au moment de l'annonce de l'indisponibilité, et de l'impact effectif de l'indisponibilité (une indisponibilité en plein hiver a plus d'impact qu'en mi-saison). Définir ex-ante un tarif de pénalité ne permet pas de couvrir toutes les situations.

Le tarif de pénalité proposé par la CRE a l'avantage d'être simple à mettre en œuvre mais il ne permet pas de prendre en compte l'impact effectif d'une indisponibilité (1 mois de panne en janvier ne peut pas être considéré comme équivalent à un mois en novembre).

Considérant que chaque stockage possède des performances spécifiques, on peut définir un profil type pour chacun d'entre eux et il semble plus adapté de pondérer la pénalité non pas au prorata comme envisagé par la CRE mais par le pourcentage de soutirage - respectivement d'injection - du mois d'indisponibilité selon ce profil.

Ce type de pénalité permet de compenser le fournisseur de l'absence de service de soutirage ou d'injection, mais il ne prend pas en compte l'éventuel gaz « perdu » en stockage. En effet, à l'issue d'une indisponibilité complète du stockage en fin d'hiver un fournisseur - qui n'a pas de capacité sur ce même groupement l'année suivante - peut se retrouver avec du gaz « perdu » ; un mécanisme de rachat de ce gaz, à un prix marché, est alors indispensable.

#### Exemple illustratif :

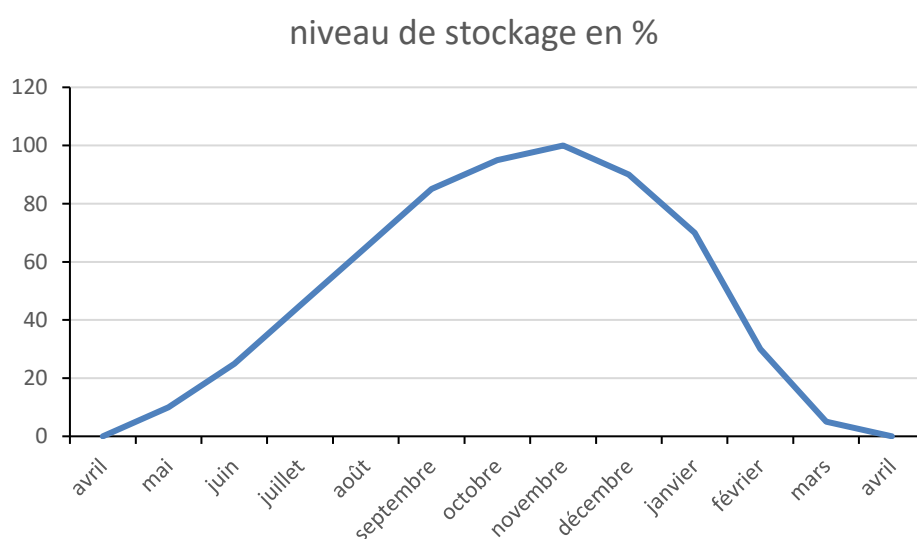
Considérons le profil type suivant :

Injection : 10% en avril 15% mai, 20% de juin à août 10% septembre et 5% octobre)

Soutirage : 10% novembre, 20% décembre, 40% janvier ; 25% février, 5 % mars)

Ainsi 40% d'indisponibilité en novembre revient à une pénalité de  $40\% * 10\% * \text{coût annuel}$

Ainsi 40% d'indisponibilité en janvier revient à une pénalité de  $40\% * 40\% * \text{coût annuel}$



**Question 10 : Avez-vous des remarques concernant le cadre de régulation incitative de l'innovation et de la R&D envisagé par la CRE pour le tarif ATS2 ?**

**Question 11 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATS2 pour Storengy, Teréga et Géométhane ?**

La PPE fixe comme objectif une réduction de 19% de la consommation de gaz fossile en 2028 par rapport à 2012 laquelle ne sera pas compensée par la consommation de gaz « verts ». De plus, la capacité de

stockage en France est largement suffisante pour couvrir les besoins de modulation. Les investissements visant à améliorer les performances ou à augmenter la capacité de stockage ne semblent pas donc nécessaires.

Concernant les trajectoires des charges nettes d'exploitation, EDF observe que les augmentations demandées par les opérateurs sont comprises entre 8% et 17% ce qui est conséquent et n'apparaît pas cohérent avec l'évolution à long terme des besoins. Dans ces conditions, EDF est favorable aux ajustements envisagés par la CRE.

Concernant les charges de capital, EDF considère que les futurs investissements doivent faire l'objet d'un examen attentif même ceux visant à rénover les stockages. En effet, les opérateurs de stockage pourraient proposer plusieurs options de rénovation et les impacts sur la performance des stockages de chaque option. EDF rappelle que les stockages souterrains ne sont pas les seuls moyens en mesure de fournir de la flexibilité. Les terminaux de regazéification peuvent également en fournir et ceci de manière plus efficace et potentiellement moins chère. Par conséquent, tout investissement même ceux visant à rénover doit non seulement être examiné à la lumière de ce qu'il apporte comme bénéfices au système gazier mais aussi en le comparant avec des solutions alternatives. Toutefois, lorsqu'un investissement est approuvé par la CRE, comme tout investissement, il doit être rémunéré à hauteur des risques supportés par l'opérateur. Il n'est pas acceptable de réduire opportunément la rémunération des actifs dans l'optique de réduire le tarif.

Enfin, concernant le démantèlement des trois sites non considérés comme nécessaires à la sécurité d'approvisionnement dans le projet de PPE, EDF considère que le tarif n'a pas à couvrir leurs coûts. En effet, ces trois sites ont été opérés pendant une quinzaine d'année sous un régime négocié et il est fort probable que des provisions pour démantèlement aient été incluses dans le tarif. De plus, ces trois sites ont été mis sous cocon avant la mise en œuvre de la réforme de l'accès aux stockages et leur maintien sous cocon pendant cette période n'a occasionné aucun coût pour Storengy. Enfin, la sortie du périmètre des stockages nécessaires à la sécurité d'approvisionnement n'induit pas automatiquement un démantèlement mais il s'agit d'une décision industrielle.

ooOoo